

Le patronat doit payer le prix... de notre travail !

Depuis 20 ans, l'agglomération toulousaine a totalement changé de visage. Des dizaines de milliers de logements ont été construits, des quartiers nouveaux sont sortis de terre, les équipements et les infrastructures de transports se sont multipliés.

Cette explosion urbaine n'a été possible que grâce à notre savoir-faire professionnel, mais aussi avec notre sueur et parfois notre sang et le sacrifice de notre santé.

Pourtant, au fil des années, nos conditions de travail ont empiré et notre pouvoir d'achat s'est effondré.

Cette situation ne peut continuer

Cette dégradation est la réalité pour la majorité d'entre nous, intérimaires, salariés de l'artisanat ou travailleurs détachés venant du sud ou de l'est de l'Europe. Mais c'est désormais la condition subie par les salariés des entreprises les plus performantes en terme de bénéfices capitalistes (Vinci, Eiffage, Bouygues, GBMP,...).

Les Négociations Annuelles Obligatoires sont devenues des mascarades en ce qui concerne les propositions salariales avancées par les patrons. Les minima régionaux concernent désormais la majorité de la profession.

Et pourtant, ces minima sont devenus de véritables provocations lorsqu'ils sont comparés aux bénéfices tirés de la spéculation immobilière. Une spéculation qui n'est possible que grâce à notre travail. Dans le principal groupe, Vinci, les

dividendes reversés aux actionnaires sont encore et toujours en hausse : plus de 2 Milliards € en 2015 ! En Midi Pyrénées, pour 2015, les minima ont augmenté de seulement 0,4% dans la Bâtiment et de 0% dans les TP !

Le mépris patronal est observable à travers le manque total de respect de notre santé. La mobilisation des organisations patronales contre le compte pénibilité a mis en lumière leur stratégie : la gestion des salariés identifiés à du bétail. On exploite le salarié, on détériore sa santé puis on s'en débarrasse en refusant toute responsabilité.



Les inaptitudes se multiplient et permettent au patron, après nous avoir imposé des cadences de travail insupportables, de nous licencier à moindre coup. L'inaptitude c'est se retrouver au chômage sans possibilité de reprendre son travail, avec une grande difficulté pour se réorienter professionnellement.

Le respect ne peut se gagner que par la lutte syndicale

Il n'y a donc plus d'autre choix que d'agir collectivement. C'est toute la profession qui doit se mobiliser. Sur le département, les 40 000 travailleurs de la Construction peuvent agir comme une force puissante capable de se faire respecter.

Le 6 novembre, la CGT appelle à la grève dans toutes les entreprises de la Construction du département

- Nous revendiquons 100 euros d'augmentation mensuelle pour tous les travailleurs de la Construction (Bâtiment et Travaux Publics).
- Pour les TP, la déconnexion du 13eme mois du salaire annualisé
- Nous exigeons le respect de notre santé au travail, la formation et le reclassement des salariés victime d'accident du travail, de maladies professionnelles et d'inaptitudes.
- Nous refusons les licenciements abusifs, les ruptures conventionnelles forcées et les fermetures d'établissements (Eiffage Albi, liquidations frauduleuses...)

Rassemblement dès 5 heures, le 6 novembre, au rond-point de la Cepière